

Élection présidentielle - 18 avril 2027



COMMENT NOUS ALLONS REMETTRE DE L'ORDRE DANS LES COMPTES PUBLICS

SOMMAIRE

COMMENT NOUS ALLONS REMETTRE DE L'ORDRE DANS LES COMPTES PUBLICS

4

1. RÉPONDRE AUX URGENCES

8

Relancer l'activité par les revenus des classes populaires

8

Répondre aux urgences en renforçant les services publics

9

Enclencher la planification écologique

10

Mettre en sécurité sociale

11

2. DÉGAGER LES RESSOURCES NÉCESSAIRES

13

3. INVESTIR DANS L'ÉCONOMIE DES BESOINS

15

4. LA STRATÉGIE DES COUPES BUDGÉTAIRES EST UNE IMPASSE

17

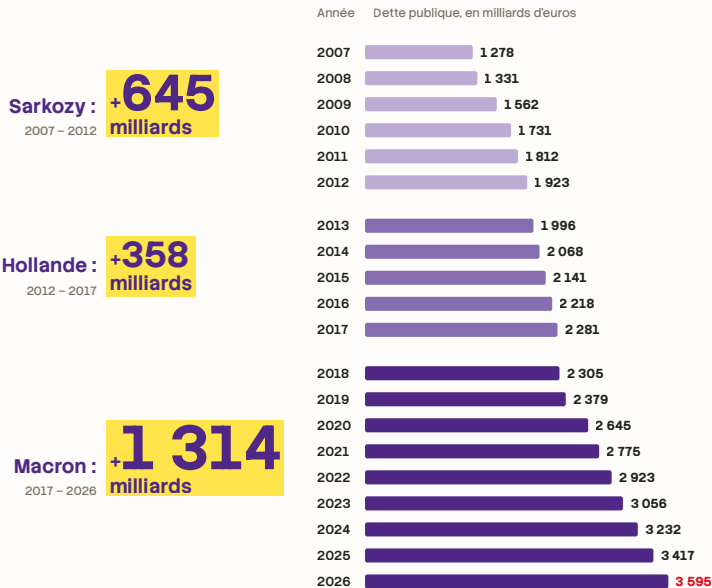
5. SORTIR DE LA DÉPENDANCE AUX MARCHÉS FINANCIERS

19

Comment nous allons remettre de l'ordre dans les comptes publics

La politique budgétaire menée par Macron depuis 2017 est une catastrophe. Il va laisser un pays avec 1 300 milliards d'euros de dette supplémentaire. Il a décidé de favoriser le capital financier en lui faisant des cadeaux fiscaux massifs et en baissant les salaires à son profit.

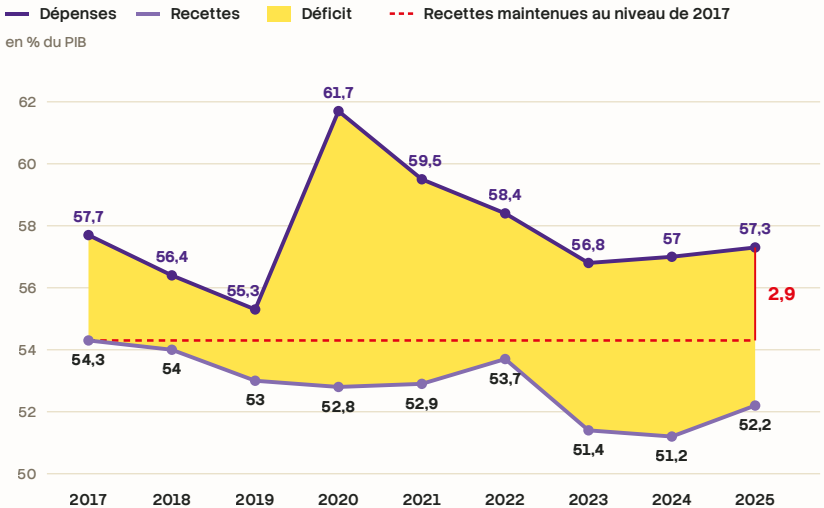
Graphique - L'envolée de la dette sous les trois derniers présidents



L'objectif prétendu de cette politique était de dynamiser l'activité économique et la croissance. La stratégie du « ruissellement » est un échec cuisant. Tous les signaux économiques sont au rouge : un million de pauvres en plus, baisse du pouvoir d'achat, économie au bord de la récession, remontée du chômage, explosion du travail précaire et uberisé, baisse des investissements privés et de la productivité, record des défaillances d'entreprises, etc. En 2026, un seul chiffre bat des records : les dividendes, pour lesquels nous sommes champions d'Europe et vice-champions du monde derrière les États-Unis.

Voilà où est principalement parti ce financement public d'un capital improductif qui nous coûte trop cher. Les macronistes donnent des leçons de rigueur budgétaire alors que ce sont précisément leurs politiques qui ont conduit à l'explosion du déficit public, bien au-delà de leurs prévisions. Les cadeaux au capital ont grevé les recettes de l'État et expliquent pour moitié le déficit actuel.

Graphique - Évolution des dépenses, des recettes et du déficit sous Macron

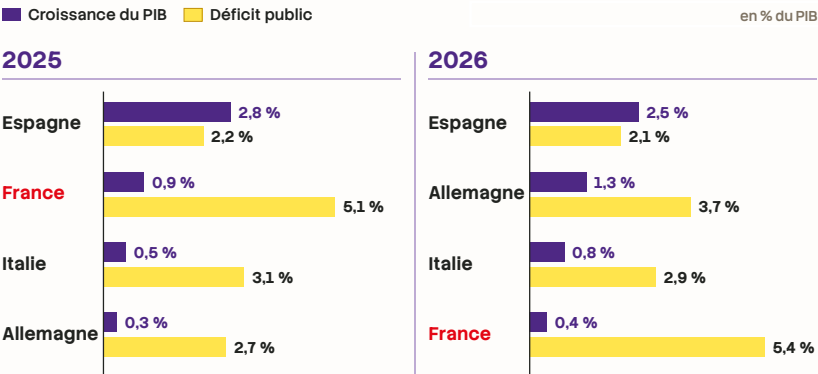


En France, si les recettes étaient restées au niveau de 2017, le déficit serait de 2,9 % du PIB au lieu de 5,1 %.

Cette politique a aggravé la crise climatique et empêché la bifurcation écologique. Depuis deux ans, les budgets de l'écologie baissent alors qu'ils auraient dû augmenter par dizaines de milliards. Faute d'anticipation, la dette écologique ne cesse de s'alourdir et la facture se fait toujours plus onéreuse. Les effets du dérèglement climatique (canicule, incendies, sécheresse) ont coûté 16 milliards d'euros à la nation cette année. Nous aurions pu en atténuer les effets si, depuis dix ans, nous nous étions préparés davantage.

Le pays a besoin de rompre avec cette politique. Toutes celles et tous ceux qui proposent la poursuite de la politique de l'offre et ses cadeaux fiscaux, ou veulent accélérer le rythme des coupes dans les dépenses sociales ou de services publics, nous enfoncent dans la crise. Le budget 2027 va ainsi aggraver la situation.

Graphique - Comparaison de la croissance et du déficit public des principaux pays de la zone euro en 2025 et 2026



Nous devons au contraire relancer l'économie au plus vite par la consommation populaire, l'investissement productif, la bifurcation écologique et un partage des richesses du capital vers le travail. Les services publics et la Sécurité sociale sont l'armature de la nation française. Ils représentent des modèles de société alternatifs à la marchandisation généralisée. Il faut les renforcer, en commençant par revenir sur les dégâts d'une décennie de macronisme. Pour financer ces besoins, il est nécessaire de récupérer l'argent là où il s'est accumulé lors des deux derniers quinquennats : revenus du capital, ménages les plus fortunés et profits des grandes entreprises. Une partie de cette œuvre de justice fiscale devra être orientée vers la réduction de notre déficit du fait de sa situation déplorable. Elle permettra aussi de relancer l'économie, ce qui à terme aura un effet positif sur les finances publiques.

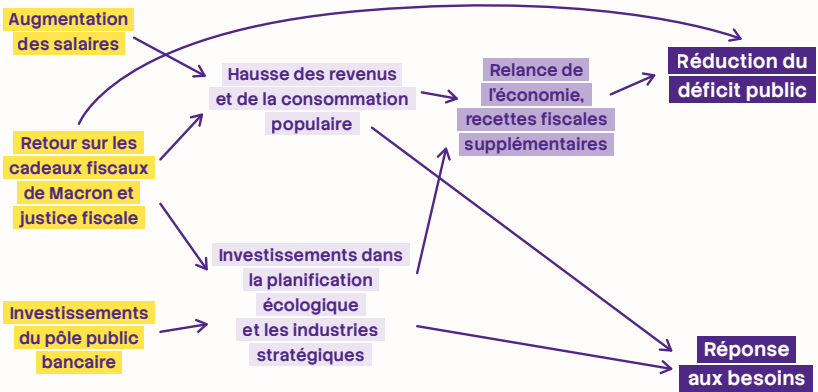
Ainsi, nous proposons d'augmenter d'un peu plus de 100 milliards d'euros les recettes fiscales pour l'année prochaine – uniquement en faisant contribuer les plus riches. Les dépenses d'urgence que nous proposons pour les services publics, le pouvoir d'achat et la planification écologique représentent un peu plus de 80 milliards d'euros. Cette loi de finances, si elle était adoptée pour 2027, permettrait un ajustement de 25 milliards d'euros l'année prochaine, nous mettant sur une trajectoire crédible pour stabiliser notre dette par rapport au PIB en un quinquennat, à l'inverse de la politique macroniste. Ces ordres de grandeur, comparables à ce qui a déjà été fait pour sortir de réces-

sions, permettent d'effacer le bilan de la politique macroniste (plus de 63 milliards de pertes de recettes) et de faire contribuer le capital et les plus riches à la réduction du déficit et au financement des grands chantiers prioritaires.

La clé pour l'amélioration de notre situation économique est la bifurcation écologique et sociale par la relance et l'investissement. Nous proposons donc la construction d'un pôle public bancaire issu d'une refonte du pôle public financier (Caisse des dépôts et consignations, Banque publique d'investissement, Banque postale, etc.). Celui-ci doit pouvoir, grâce à une réorientation de l'épargne non contraignante pour les ménages, financer les priorités de la planification sociale et écologique et restaurer notre souveraineté économique. 100 milliards d'euros de plus par an peuvent être mobilisés en investissements pour la planification écologique et notre souveraineté. L'effet de ces investissements publics dans le logement, les transports, l'énergie, l'industrialisation écologique, l'économie maritime et le numérique, combiné à la hausse du pouvoir d'achat des classes populaires et moyennes, devrait permettre à la France de connaître, dès l'année 2028, un regain d'activité économique et de redresser ses comptes.

Ce document présente donc les grandes orientations budgétaires que la France insoumise propose pour l'année 2027. Il ne constitue pas un chiffrage complet du programme *L'Avenir en Commun* qui s'étalera sur plusieurs années.

Schéma - L'économie des besoins



1 - Répondre aux urgences

La logique d'un budget devrait être de répondre aux besoins de la population et du pays. Pendant dix ans, la macronie a fait l'inverse. Elle a mis l'élaboration du budget au service d'une politique de l'offre bénéficiant essentiellement aux riches et aux grands actionnaires. Par conséquent, elle a comprimé sans cesse les dépenses, appauvrissant le pays, ses infrastructures et ses services publics. Ce faisant, elle nous a entraînés dans une spirale récessive, particulièrement dangereuse. C'est elle qui nous enferme dans le piège de la dette, au moment où les taux d'intérêt remontent.

Relancer l'activité par les revenus des classes populaires

Le plus urgent est de sortir la France de la récession qui aggrave sa situation financière. Le pouvoir d'achat des ménages baisse depuis deux années consécutives, ce qui est inédit depuis près d'un demi-siècle. Puisque la consommation des ménages représente la moitié du PIB français, il est logique que cela nous entraîne dans la récession. La loi de finances peut inverser la tendance en augmentant les revenus pour lesquels l'État est décisionnaire : **en augmentant de 10% les fonctionnaires**, dont le point d'indice a été gelé huit années sur dix durant les deux quinquennats d'Emmanuel Macron (**17 milliards d'euros**), en protégeant les milieux populaires et les familles de l'inflation, sur laquelle **nous indexerons toutes les pensions, allocations familiales et APL, qui seront rehaussées de 10 % (8 milliards d'euros)**. Pour mettre un terme au logement trop cher, il faut relancer la construction de logements publics *via* un plan d'investissement. Il faut aussi résorber le mal-logement et le sans-abrisme immédiatement, en budgétant **3 milliards d'euros dans la création de logements d'urgence** et la réquisition de logements vacants.

De nouveaux droits sont également nécessaires, notamment au bénéfice de la génération mobilisée en ce mois d'octobre, dans le mouvement de jeunesse le plus important depuis mai 1968. Nous proposons d'avancer immédiatement vers la garantie d'autonomie pour les jeunes, qui financera leur réussite durant les études et la formation. Elle leur attribuera un pouvoir d'achat directement injecté dans leur consommation courante et les entreprises qui la fournissent. Son principe : **plus aucun jeune ne doit vivre sous le seuil de pauvreté, fixé à 1 337 euros par mois, ce qui coûtera 9,5 milliards d'euros.**

1 - Répondre aux urgences

Ces mesures d'urgence sociale doivent être complétées par une hausse du SMIC à 1 700 euros net. Cette hausse sera accompagnée de la convocation d'une conférence exceptionnelle sur les salaires et d'une indexation généralisée de ceux-ci sur l'inflation. Dans le cadre de l'état d'urgence sociale, un décret de blocage des prix du carburant sera pris pour ramener le prix à la pompe à 1,70 euro par litre. Toutes ces mesures sont indispensables pour empêcher des millions de personnes de sombrer dans la pauvreté. Elles sont la clé d'une stratégie pour empêcher le déclin économique et financier du pays en relançant l'activité. Ces dépenses sont donc essentielles pour nous mettre sur une trajectoire pluriannuelle stabilisant le ratio dette / PIB.

Répondre aux urgences en renforçant les services publics

La mobilisation des lycées et des étudiants n'est pas que sectorielle. Elle traduit le refus du modèle de société qu'ont voulu nous imposer les 10 budgets de la macronie : celui d'une marchandisation générale par le démantèlement des services publics. Cette logique est bien connue : mettre en ruine l'école, l'université ou l'hôpital publics ouvre la voie à des services privés proposant éducation ou santé aux conditions du marché. Mais la nation française est construite autour de son État et de ses services publics. Ainsi, rompre avec leur démantèlement, c'est répondre aux causes profondes des crises sociale et politique que nous traversons. La société française a besoin de services publics puissants pour se stabiliser. L'augmentation du point d'indice des fonctionnaires déjà évoquée sera une première mesure importante puisqu'elle contribue à renforcer l'attraction de la fonction publique et de ses concours. À l'heure où de grands services publics comme l'Éducation nationale peinent à recruter, ce n'est pas négligeable. Ensuite, il faut ouvrir des postes, à tous les niveaux de la scolarisation. Notre objectif, en un mandat, serait de nous rapprocher de la moyenne européenne (dans le primaire et le secondaire) de 19 élèves par classe, alors qu'elle est actuellement de 23 en France. Il apparaît évident que le secondaire public est prioritaire, alors que 70 % des classes y comptent plus de 30 élèves et 20 % plus de 35. **Nous proposons donc d'ouvrir 10 000 postes pour l'année prochaine, ce qui annule les suppressions de postes d'Emmanuel Macron depuis 2017 et représente 500 millions d'euros.** Plus globalement, nous répondrons par un plan d'urgence pour l'éducation, tel que voulu par le mouvement lycéen. **Nous mettrons en place la gratuité de la cantine scolaire, pour 3,6 milliards d'euros.** Pour répondre aux attentes si longtemps négligées de la jeunesse, il faut aussi se mettre en position d'abolir Parcoursup et MonMaster. La logique de ce système est d'adapter le

1 - Répondre aux urgences

nombre d'étudiants au nombre de places à l'université. La nôtre est inverse : **nous voulons adapter l'université aux besoins des étudiants en créant 250 000 places pour 3,5 milliards d'euros.**

L'autre grand service public où les décisions budgétaires ne peuvent plus attendre est l'hôpital public. À une époque où nous pouvons de nouveau être frappés par une pandémie, où les vagues de chaleur systématiques font souffrir les corps en été, et où le mode de production fait augmenter les maladies chroniques, nous devons recruter plus de personnel soignant. **Nous proposons une hausse globale de 3 milliards d'euros du budget des hôpitaux avec au moins 10 000 créations de postes de personnel soignant.**

Ces derniers mois ont rappelé les défaillances coupables de la prise en charge des violences sexistes et sexuelles et des violences contre les enfants dans notre pays. Pour lutter efficacement contre les violences sexistes et sexuelles, **nous proposons un plan d'urgence pour atteindre les 3 milliards d'euros de budget demandés par les associations (soit 2,6 milliards d'euros supplémentaires pour y parvenir). Nous ajouterons 2 milliard d'euros sur la lutte contre les violences faites aux enfants.**

Enfin, les coupes successives du gouvernement ont détruit de nombreux services publics ces dernières années : travail, logement, culture, sport, diplomatie, aide au développement, etc. **Nous reviendrons sur les coupes budgétaires subies depuis 2026 et indexerons leur budget 2027 sur l'inflation, pour un coût de 7 milliards d'euros.**

Enclencher la planification écologique

L'été catastrophique que nous venons de vivre montre l'état d'impréparation à la nouvelle donne climatique dans laquelle 10 ans de politique macroniste nous ont mis. Il faut d'urgence et dès maintenant commencer les investissements nécessaires. Il s'agit en premier lieu du logement. Pour résorber les pires passoires et bouilloires thermiques (classes F et G) en un mandat, il faut passer à 700 000 rénovations par an.

Dans le même temps, il faut enclencher un plan de rénovation des bâtiments publics, en priorisant les écoles et les hôpitaux, pour faire cesser au plus vite les situations indignes que professeurs, élèves, pa-

1 - Répondre aux urgences

tients et soignants ont vécues cet été. Nous mettrons également tout en œuvre pour mettre à niveau au plus vite nos équipements anti-incendie et l'équipement des pompiers, comme les bombardiers d'eau, les hélicoptères, les drones ou le matériel roulant.

Il faut d'urgence financer les moyens pour s'adapter aux prochaines canicules, incendies, sécheresses, car l'année 2026 n'aura bientôt plus rien d'exceptionnel. Ce plan d'urgence contre les canicules commencera par équiper les hôpitaux, Ehpad, écoles et logements dits « bouilloires thermiques » contre les incendies. Il s'agira également de renforcer les moyens matériels et humains des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) et de la sécurité civile, mais aussi de mieux adapter les exploitations agricoles face aux sécheresses.

Enfin, des investissements doivent être engagés dans l'énergie, les transports et les industries pour freiner le changement climatique et transformer et adapter notre économie à la crise climatique. Une grande partie de ces dépenses peut être prise en charge, non par le budget de l'État mais par le pôle public bancaire dans la mesure où il s'agit d'investissements qui génèrent des revenus.

10 milliards devront être investis dès 2026 pour permettre au pays de faire face plus efficacement aux effets du dérèglement climatique.

Mettre en sécurité sociale

Le macronisme s'est attaqué à la Sécurité sociale, car il veut mettre la main sur les 700 milliards d'euros qu'elle distribue et ainsi les offrir au marché. La stratégie libérale consiste à réduire les droits des assurés sociaux afin de les forcer à souscrire des assurances privées, aux frais de gestion exorbitants et inaccessibles pour les plus pauvres... donc créatrices d'épidémies, de clusters et de renoncement aux soins qui nuisent à toute la population. Pour nous, la maxime de la Sécurité sociale « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » est un principe général d'organisation de la société. Pour l'étendre, il faudra dès l'année prochaine revenir sur les contre-réformes du macronisme. C'est pourquoi **nous abrogerons la réforme Borne qui a porté la retraite à 64 ans, ce qui occasionnera une dépense de 9 milliards d'euros.** Cette abrogation immédiate sera un premier pas vers le retour à la retraite à 60 ans avec 40 annuités, objectif sur un mandat. Comme évoqué précédemment, il faudra protéger le pouvoir

1 - Répondre aux urgences

d'achat en refusant la désindexation des pensions et porter la pension minimum au niveau du SMIC pour une carrière complète. De même, les gouvernements d'Emmanuel Macron ont réduit les droits à l'assurance chômage en tous points : conditions d'accès, montant, durée et dégressivité de l'indemnité. **Nous proposons, dès l'année prochaine, d'abroger ces réformes pour un coût de 3 milliards d'euros.**

BILAN DES DÉPENSES D'URGENCE

Relancer l'activité par les revenus des classes populaires :

37,5 milliards d'euros

Répondre aux urgences en renforçant les services publics :

22,2 milliards d'euros

Enclencher la planification écologique :

10 milliards d'euros¹

Mettre en sécurité sociale :

12 milliards d'euros

1. La majorité des investissements pour la planification écologique seront pris en charge par le pôle public bancaire, à hauteur de 100 milliards d'euros par an

2 - Dégager les ressources nécessaires

La situation dégradée des finances publiques s'explique par la forte baisse des recettes en proportion du PIB (2,1 points selon l'Insee, soit plus de 60 milliards d'euros) sous l'effet des réductions d'impôts d'Emmanuel Macron. Celles-ci ont avant tout bénéficié aux plus riches et aux plus grandes entreprises, tout en démontrant leur totale inefficacité à créer de l'activité économique. En effet, le déficit public approcherait 3 % du PIB si les recettes avaient été maintenues au niveau de 2017. La dette publique serait au moins inférieure de 400 milliards d'euros et serait proche des 100 % du PIB.

Par conséquent, nous proposons d'aller chercher l'argent là où il est, à savoir chez les plus riches détenteurs du capital et les grandes entreprises, grands gagnants de l'ère macroniste. Cela permettra de financer les urgences et de réduire le déficit laissé par Macron, sans tuer toute activité économique dans l'œuf.

Pour cela, nous reviendrons sur les mesures fiscales les plus injustes des mandats d'Emmanuel Macron : **suppression de la *flat tax* pour que le capital ne soit pas moins imposé que le travail (9 milliards d'euros), rétablissement d'un impôt sur la fortune renforcé (10 milliards d'euros), rabotage et suppression des niches fiscales et sociales les plus injustes dont le coût a explosé (22 milliards d'euros en 2027), rétablissement de la CVAE sur les plus grandes entreprises (3 milliards).**

Mais cette politique a eu pour effet une accumulation des richesses sans égale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale au profit des ultra riches. Une étude du Conseil des prélèvements obligatoires de septembre 2026 confirme que les 1 % des contribuables les plus riches assujettis à l'impôt sur le revenu sont les grands gagnants du macronisme ; en particulier les quelques milliers d'ultra riches qui ne paient pas cet impôt car ils ont transféré leur fortune vers des actifs financiers considérés comme un patrimoine professionnel. Ils sont globalement bien moins imposés que la moyenne des contribuables en France. On connaît l'aubaine que cela représente pour les 500 plus riches : ils ont doublé leur patrimoine depuis 2017 ! Ils constituent une noblesse d'argent qui gagne sur tous les tableaux grâce à une taxation sur mesure des successions. Ils sont gagnants de leur vivant, en recevant, et à la fin de leur vie, en transmettant. Il faudra donc aller plus loin en s'attaquant à cet enrichissement indécent. Cela passera par exemple par l'instauration de la **taxe Zucman pour les personnes possédant plus de 100 millions d'euros de patrimoine (15 milliards**

d'euros de recettes) et par une réforme des droits de succession (20 milliards d'euros la première année). Nous réformerons l'impôt sur le revenu au cours du mandat pour le rendre plus progressif avec l'instauration de 14 tranches.

Nous ferons également porter l'effort sur la finance afin de préserver les activités productives, notamment celle des PME et TPE. Le taux implicite d'imposition à l'impôt sur les sociétés est de près de 24 % pour les PME contre 14,7 % pour les grandes entreprises. Ces dernières bénéficient de niches fiscales, de moyens d'optimisation et d'une délocalisation des profits des multinationales vers des pays à fiscalité réduite. Nous reviendrons sur cette injustice, et cette perte de recettes de l'État, via une **réforme de l'impôt sur les sociétés (3 milliards), une taxe universelle sur les multinationales (5 milliards la première année) qui permettra de les imposer selon l'activité réellement effectuée en France et le renforcement de la taxe Gafam (3,9 milliards).** Nous nous attaquerons également aux superprofits engrangés par les profiteurs de guerre en instaurant **une véritable taxe sur les superprofits (5 milliards d'euros).** Dans le même temps, nous renforcerons l'arsenal anti-spéculation en augmentant **les taxes sur les transactions financières (5 milliards d'euros), les rachats d'actions (2,5 milliards) et les crypto-actifs (1 milliard).** La lutte contre la fraude fiscale sera également renforcée grâce à la reconstruction des effectifs de fonctionnaires et pourra rapporter **2 milliards d'euros** la première année.

Enfin, les exonérations de cotisations sociales doivent cesser de constituer la seule politique d'emploi de ce pays, à la fois chère, inefficace et indiscriminée. Créées en 1993, ces exonérations ont explosé sous la présidence d'Emmanuel Macron pour atteindre 75,6 milliards d'euros en 2025, soit 10 % de la masse salariale du secteur privé. Contrairement aux engagements initiaux, la Sécurité sociale n'est même plus intégralement compensée à hauteur de ses pertes, et l'État est privé de recettes fiscales pour la part qu'il assume. Aussi proposons-nous d'interrompre cette subvention au-dessus de 2 SMIC, où les exonérations ne sont plus qu'un effet d'aubaine sans aucun effet sur l'emploi.

BILAN

106,4 milliards d'euros de recettes

81,7 milliards de dépenses

24,7 milliards de réduction du déficit

100 milliards d'investissements du pôle public bancaire

3 - Investir dans l'économie des besoins

L'action de l'État dans l'économie dépasse largement la seule intervention budgétaire. La France, comme tous les autres États européens, est devant un mur d'investissements nécessaires, notamment pour la bifurcation écologique et la souveraineté numérique. En France, le rapport Pisani-Ferry-Mahfouz chiffrait à 37 milliards d'euros supplémentaires l'investissement public nécessaire en matière environnementale d'ici 2030 pour respecter les accords de Paris. Faute d'actions depuis, il doit être bien supérieur aujourd'hui.

On ne parviendra pas à financer ce mur d'investissements par la seule augmentation des recettes. Aujourd'hui, d'autres institutions publiques peuvent agir économiquement par des prêts, des garanties, des prises de participation ou d'autres dispositifs : la Caisse des dépôts et consignations, la Banque postale, la Banque publique d'investissement, la SFIL (banques des collectivités). Nous comptons réformer ces institutions pour créer un véritable pôle public bancaire dont le mandat est l'investissement public en lien avec les objectifs de la planification écologique. Le plus grand mal structurel de l'économie française est la baisse de l'investissement.

L'investissement net des entreprises a été divisé par 3 depuis les années 1970. Quant à l'investissement public net, il est passé de 3 % à 0,5 % du PIB sur la même période. Ce dernier est particulièrement crucial car il entraîne un effet multiplicateur sur tout le reste de l'économie. Nous avons besoin de plans d'investissement public dans de nombreux domaines. Il s'agit donc d'assurer la bifurcation écologique dans l'énergie, les transports, la sidérurgie, le textile. Il s'agit aussi de planifier notre propre souveraineté dans des domaines clés comme le numérique, le médicament, le spatial ou le domaine maritime.

Pour tout cela, il faudra non seulement un pôle public à la gouvernance renouvelée mais aussi mieux financer. Ainsi, nous souhaitons mieux orienter l'épargne financière des ménages français. Les Français ont 6 600 milliards d'euros en épargne. 400 milliards d'euros, soit 6 % de ce total, sont fléchés vers la Caisse des Dépôts pour qu'elle les investisse via son fonds d'épargne. Il s'agit de 60 % de l'argent mis sur des livrets A, des livrets développement durable et solidaire, des livrets d'épargne populaire ou des livrets jeunes. Les 40 % restants sont à

la disposition des banques privées. Augmenter ce taux de centralisation, par exemple en le passant progressivement à 80 %, permettrait d'augmenter les fonds du pôle public bancaire. Récemment, le président de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) a annoncé qu'un relèvement du plafond de dépôt maximal sur le livret A à 30 000 euros (contre 22 950 euros aujourd'hui) pourrait rapporter 30 à 40 milliards supplémentaires. Enfin, nous envisageons aussi la création d'un « livret B », pour de l'épargne de moyen et long termes, avec une durée minimale de dépôt. Ce livret offrirait aux épargnants disposant déjà d'une épargne de première précaution, comme le livret A, un nouveau produit leur garantissant que leur argent sera investi dans l'intérêt national (contrairement aux assurances-vie, qui sont, par exemple, investies pour moitié hors de France).

Avec ces différentes mesures non contraignantes et rémunératrices pour tous les épargnants, **le pôle public bancaire pourrait investir chaque année 100 milliards d'euros supplémentaires dans l'économie française, permettant ainsi de réduire le déficit public grâce à l'activité créée.**

4 - La stratégie des coupes budgétaires est une impasse

Les macronistes et le RN présentent leur politique, qui consiste à empiler les coupes massives dans les dépenses publiques et sociales, comme la seule solution face à l'état de nos finances publiques. Pourtant, penser que cela améliore la situation des finances publiques est un mythe.

Ces solutions ont déjà été appliquées et leur bilan est catastrophique. Cette année, en vertu du budget Lecornu, c'est en France que la politique de saignées budgétaires est la plus sévère de la zone euro selon le rapport sur les finances publiques de la Commission européenne. Le bilan est implacable : hausse de 0,3 point du déficit, une des croissances les plus faibles du siècle hors crises et baisse du pouvoir d'achat.

LES CONSÉQUENCES DU BUDGET 2026 EN FRANCE

> 30 milliards d'euros de coupes

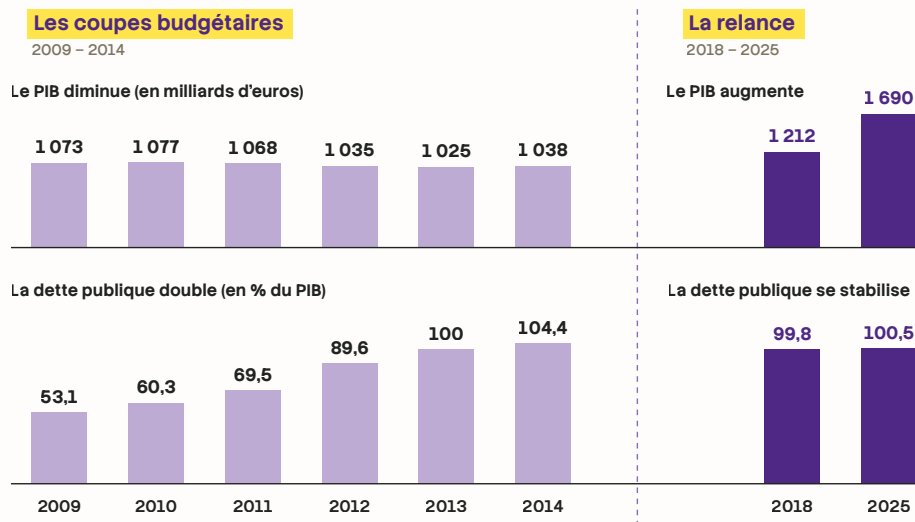
> Baisse de 0,5 point de la croissance

> Déficit qui passe de 5,1 % à 5,4 % (+0,3 point)

Les exemples de politiques de coupes budgétaires contre-productives sont légion en Europe, notamment dans les années 2010. L'Espagne a par exemple mis en place des politiques de coupes drastiques à partir de 2010 : l'activité a chuté et il a fallu cinq ans pour que le PIB revienne à son niveau initial ! Au Portugal, la saignée imposée par l'Union européenne a fait reculer de 6,6 points le PIB et exploser le chômage de 126 %.

4 - La stratégie des coupes budgétaires est une impasse

Graphique - Les coupes budgétaires ne fonctionnent pas : l'exemple de l'Espagne



Ce constat est prouvé par les études économiques. En effet, les coupes dans les dépenses et l'investissement public entraînent une réduction du pouvoir d'achat et de l'investissement des entreprises. En conséquence, la baisse de la consommation et de l'activité font chuter les recettes et ralentissent l'économie. C'est pourquoi le FMI conclut « qu'en moyenne, la consolidation budgétaire ne réduit pas les ratios dette/PIB ». En février 2026 encore, les économistes Philipp Heimberger, Anna Matzner et Bernhard Schütz ont montré que ces politiques font chuter le PIB et l'investissement, ainsi qu'augmenter le chômage et les inégalités. Ces effets négatifs sont renforcés quand la situation économique est mauvaise, soit exactement ce que nous vivons aujourd'hui.

Ainsi, refuser les coupes budgétaires et proposer un autre chemin, ce n'est pas seulement le résultat d'une vision politique, c'est aussi le choix économique le plus rationnel.

5 - Sortir de la dépendance aux marchés financiers

Le problème structurel de nos finances publiques est le suivant : nous dépendons trop des marchés financiers internationaux. Cet état de fait nous met sous une triple pression. D'abord, nous sommes en concurrence avec les marchés de capitaux mondiaux pour financer notre dette. Ainsi, en ce moment, nous sommes mis en concurrence avec la demande d'obligations pour financer la bulle spéculative autour de l'IA qui contribue à la hausse mondiale des taux d'intérêt. Nous sommes également en concurrence, et c'est nouveau, avec l'Allemagne, qui, pour financer ses investissements, a décidé de recourir à la dette. C'est cette concurrence, à notre désavantage, qui explique en partie l'accroissement du spread (écart de taux d'intérêt sur les obligations à 10 ans) entre nos deux pays.

Ensuite, nous sommes à la merci de certains acteurs de ces marchés financiers dont le mode opératoire est de parier sur des attaques spéculatives contre tel ou tel État. C'est ainsi que sur les cinq dernières années, la part des fonds spéculatifs (*hedge funds*) dans les échanges de dettes de la zone euro a doublé. Il ne faut pas sous-estimer non plus la responsabilité de l'exécutif français qui, pour imposer ses budgets austéritaires, dramatise encore plus la situation, provoquant en retour une défiance des marchés. C'était vrai en 2025 quand François Bayrou en est venu à agiter le spectre ridicule d'un FMI aux portes de la France, causant deux semaines après une dégradation de la note française par les agences de notation. C'est vrai de Sébastien Lecornu aujourd'hui. Certes les taux d'intérêt augmentent et avec eux progressivement la charge de la dette, qui est aussi poussée à la hausse par les obligations indexées sur l'inflation (OATi), mais pas dans des proportions aussi dramatiques que certains veulent faire croire.

La charge de la dette en 2027 sera de 2,9 % du PIB, ce qui est loin d'être un record (entre 1996 et 2004, elle était comprise entre 3 et 4 %). Enfin, les marchés financiers internationaux ont aussi des préférences politiques. Généralement, ils soutiennent les politiques néolibérales puisque les acteurs financiers les plus importants sont dirigés par des individus qui ont intérêt à maintenir ce *statu quo*.

Nous voulons donc mener des réformes de structure pour sortir de cette dépendance. Une première proposition pour le faire est d'utiliser

la situation créée par les rachats de dettes publiques par la Banque centrale européenne (BCE) sur le marché secondaire en 2015 et 2020. Aujourd'hui, la BCE rejette de l'huile sur le feu car elle diminue son bilan de dettes des États. Depuis 2024, elle a ainsi décidé de ne pas renouveler les dettes Covid arrivées à échéance. De 600 milliards et 18 % de notre dette globale, la dette détenue par la Banque de France en 2026 a diminué de 80 milliards. Ce ne sera plus que 13 % de notre dette en 2027 ! Elle contribue elle-même à la hausse des taux d'intérêt en obligeant les États à refinancer les titres de dette qu'elle possédait et qui arrivent à échéance en passant par les marchés financiers.

Mais sa position lui ouvre la possibilité de faire autre chose. Pour aider les États membres à financer les investissements en matière écologique et numérique, elle pourrait décider de recourir à d'autres programmes de rachats de dettes souveraines. Enfin, tout ceci serait dans l'intérêt des investisseurs et de la BCE : sans investissements, avec une inflation galopante sous l'effet des nombreux dégâts écologiques, la BCE ne pourrait plus tenir sa cible de 2 % d'inflation et les créanciers auraient de moins en moins intérêt à prêter à des États fracassés par la crise climatique (alors qu'ils sont aujourd'hui une source d'obligations sûres).

La BCE pourrait aller plus loin avec les programmes de rachat qu'elle a effectués : geler ou annuler la part des dettes publiques qu'elle possède. Ainsi, elle allégerait les États de la zone euro du poids de devoir refinancer l'ensemble de ces titres de dette. Elle ferait ainsi baisser les taux d'intérêt. Cela ne nécessite pas de révision des traités, car l'article 123 du traité de fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) interdit le prêt direct aux États mais pas ce type d'opérations.

À condition de le vouloir et d'œuvrer en ce sens, la France pourrait convaincre ses partenaires de pousser dans le même sens. Elle n'est pas le seul État qui aurait intérêt à cette intervention de la Banque centrale : la montée des taux touche l'ensemble des pays de la zone euro et les besoins d'investissement sont partagés.

C'est la solution privilégiée que nous mettrons en œuvre. Nous avons confiance pour y parvenir sachant qu'une fenêtre s'ouvre devant les urgences identiques qui menacent les pays européens. Au-delà, il sera utile de se rappeler que la France possédait auparavant un circuit du Trésor qui lui permettait de se financer sans passer par les mar-

5 - Sortir de la dépendance aux marchés financiers

chés financiers. Il serait possible d'en remettre en place une version modernisée en s'appuyant sur le pôle public bancaire et les acteurs financiers qui opèrent en France. La mise du pays dans les mains des marchés n'est pas une donnée naturelle mais une construction et un choix de la fin du XX^e siècle, qu'il est possible de surmonter.

Notes

**MELANCHON
2027.fr**

